



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241015-15102024109-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/10/2024

Publication : 22/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 15 octobre 2024 à 15h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

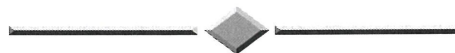
Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 8 octobre 2024



DÉLIBÉRATIONS

10 DÉCISION MODIFICATIVE N°1 - BUDGET CLIC DES ÂÎNÉS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative a pour objet d'affecter le résultat 2023 du budget du CLIC et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2023 lors du vote du budget initial 2024. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 392 132,92 € soit +35 449,92 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 292,92 € soit +1 292,92 €

- Reprise du résultat de fonctionnement excédentaire 2023.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 390 840 € soit +77 942 €

- La dotation de fonctionnement versée par le Département au budget du CLIC s'établit en 2024 à 166 369 € (soit +17 469 € par rapport au montant budgété au Budget Primitif 24) en raison de la participation du CLIC de Rouen à l'expérimentation des M.D.A. 76 (Maisons Départementales de l'Autonomie). Ce montant comprend également une participation au Complément de Traitement Indiciaire (C.T.I.).
- Plusieurs projets présentés par le CLIC ont été retenus par la Conférence des Financeurs (C.F.P.P.A.) depuis le vote du budget primitif, en plus des 30,8 K€ déjà financés au titre du guichet intégré et de l'accompagnement des publics isolés et fragiles :
 - Accompagnement social et prévention de la perte d'autonomie : 46 363 €
 - Création d'une chorale : 4 600 €
 - Groupe des aidants : 3 790 €
- Une subvention M.I.L.D.E.C.A. pour le projet « Personnes âgées et pratiques addictives », afin de renforcer la prévention et l'accompagnement » a été accordée à hauteur de 5 620 € par l'Agence Régionale de Santé de Normandie.
- La subvention d'équilibre versée par le budget principal du C.C.A.S. reste inchangée par rapport au budget primitif 2024, à hauteur de 129 960 €.
- Les recettes liées à la part salariale des tickets restaurant (40 % du coût supporté par le salarié) sont inscrites pour 3 300 € et complètent les recettes du présent chapitre.

Chapitre 019 « Autres produits d'exploitation » : 0 € soit -43 785 €

- Une provision de 43 785 € a été constituée lors de l'exercice 2023, à la suite de l'octroi d'une subvention par la C.F.P.P.A. pour le financement du poste de travailleur social dédié, versée en 2019 en année pleine alors que l'agent a pris ses fonctions en décembre 2019. Cette subvention a été renouvelée de 2020 à 2023. Cette provision a été conservée dans l'hypothèse d'un refus de renouvellement de financement de la C.F.P.P.A. au-delà de 2023. Par la suite, la signature en 2024, d'une nouvelle convention entre le CLIC et le Département dans le cadre du programme de prévention à la perte d'autonomie, a permis d'obtenir le financement de ce poste pour l'année 2024 et 2025 et ainsi de poursuivre les actions en cours. Dans l'hypothèse où la C.F.P.P.A. réclamerait la quote-part de 2019, cette provision est conservée.

DÉLIBÉRATIONS

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 34 428 € soit +15 240 €

- En relation avec les nouveaux projets subventionnés, il est nécessaire d'inscrire de nouvelles dépenses d'activités à destination du public (prévention, activités diverses, honoraires du chef de chœur...) pour 13 290 €.
- Plusieurs factures de carburants n'avaient pu être payées sur 2023, elles sont réglées sur les crédits 2024 et nécessitent un ajustement de +1 K€.
- L'évolution réglementaire en matière de prise en charge des frais de déplacement de la Ville/C.C.A.S. de Rouen occasionne une augmentation des remboursements de 0,9 K€.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 318 900,92 € soit +17 403,92 €

- Le marché d'évaluation des E.S.S.M.S. a été notifié. La prestation d'audit d'un établissement médico-social s'élève à 7,65 K€ TTC. Le budget primitif incluait 6 K€ pour cette prestation, un montant complémentaire de 1,65 K€ est par conséquent inscrit en DM n°1.
- La masse salariale du CLIC des Aînés est ajustée en fonction de la réalisation constatée à fin juin. 15,5 K€ supplémentaires sont nécessaires afin d'assurer le versement des traitements, salaires et charges sociales.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 34 036 € soit +2 806 €

- La part de l'assurance statutaire des personnels dévolue au budget CLIC augmente de 2,3K€. Cela est dû au transfert de 0,5 E.T.P. depuis le service S.D.A. sur ce budget à compter de 2023 mais aussi à l'augmentation des traitements des personnels titulaires depuis 2 exercices.
- 448 € sont inscrits au compte 675. Ils correspondent à la valeur nette comptable de la trottinette volée, qu'il convient de sortir de l'inventaire.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 768 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements

Investissement : 33 804,41 € soit +29 036,41 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 28 588,41 € soit +28 588,41 €

- Report du solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 448 € soit +448 €

- La sortie de la trottinette volée de l'inventaire donne lieu à une recette d'ordre d'investissement du montant de la valeur nette comptable restante.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 768 € (inchangé)

DÉLIBÉRATIONS

Dépenses :

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 20 536,41 € soit +20 536,41 €

- Le report de l'excédent cumulé d'investissement peut provoquer un surplus de ressources sans pour autant avoir des dépenses d'investissement correspondantes. Par conséquent, afin de respecter la règle de l'équilibre budgétaire, la part d'excédent cumulé d'investissement reporté non utilisée est isolée en dépenses de la section d'investissement au chapitre 003.

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 768 € soit +8 500 €

- Positionnement de crédits complémentaires pour permettre l'acquisition de matériel de bureau et de matériel informatique.

Ladite décision modificative est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget du CLIC,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du CLIC,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 du budget CLIC pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

DÉLIBÉRATIONS

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 392 132,92 € soit +35 449,92€.

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : 1 292,92 € soit +1 292,92 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 390 840 € soit +77 942 €

Chapitre 019 « Autres produits d'exploitation » : 0 € soit -43 785 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 34 428 € soit +15 240 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 318 900,92 € soit +17 403,92 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 34 036 € soit +2 806 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 4 768 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 33 804,41 € soit +29 036,41 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde de la section d'investissement reporté » : 28 588,41 € soit +28 588,41 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » (ordre) : 448 € soit +448 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 4 768 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 003 « Excédent prévisionnel d'investissement » : 20 536,41 € soit +20 536,41 €

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 500 € (inchangé)

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 12 768 € soit +8 500 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.